

WRITE FOR  
**RIGHTS**

**WHERE WORDS PROTECT  
JUSTICE FOLLOWS**

Amine Erray Samia Boufous Oussama Taia Jihane Ziyane Farah Maataoui

**NOVEMBRE 2024**

**Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteure et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung ou des institutions auxquelles elle est affiliée.**

# RÉSUMÉ EXECUTIF

---

Dans le cadre de son engagement en faveur des droits humains et de la justice sociale, la **Fondation Friedrich Ebert** au Maroc a organisé un atelier de formation intitulé "Write for Rights". Destiné à renforcer les compétences des journalistes dans la couverture des thématiques liées aux droits de l'homme, cet atelier a réuni 14 journalistes issus de différents médias pour une journée d'échanges et de travail, le 23 novembre 2024, dans les locaux de la Fondation à Rabat.

L'objectif principal de cet atelier était de promouvoir une rédaction journalistique qui sensibilise le public aux enjeux des droits humains tout en renforçant les capacités des participants à traiter ces thématiques de manière approfondie et responsable. À l'issue de cette formation, 5 articles de qualité ont été produits, reflétant les multiples facettes des droits de l'homme au Maroc. Ces articles témoignent de l'importance d'une presse engagée et éthique dans la promotion des valeurs universelles de dignité, de liberté et de justice.

À travers cette initiative, la FES réaffirme son rôle en tant qu'acteur clé dans la sensibilisation aux droits humains, en offrant aux professionnels des médias des opportunités de formation et de réflexion pour enrichir leur pratique journalistique et contribuer au changement social.



**La plume, la voix, et la capacité des journalistes à raconter des histoires impactantes sont des outils puissants pour sensibiliser, inspirer et mobiliser autour des droits humains.**

# SOMMAIRE

Le silence écrasant des "Noubonnes" : Le calvaire des femmes subsahariennes au Maroc

4

Samia Boufous

7

إعدام على الورق.. مقصلة تترنح بين عقوبة شكلية لم تُنفذ منذ 30 سنة والتزام دولي أُفْرِج عنه بعد طول انتظار!

أمين الري

The Unfinished Fight for Amazigh Rights.

12

Jihane Ziyane

15

الانقطاع الدوري لأدوية القلب والأمراض المزمنة في المغرب: بين تهديد حقوق المرضى وطموحات ورش الحماية الاجتماعية

أسامة طابع

Journalisme migratoire : Au cœur des histoires humaines

17

Farah Maataoui

# Le silence écrasant des "Noubonnes" : Le calvaire des femmes subsahariennes au Maroc

Samia Boufous

Casablanca, cette ville tentaculaire qui s'étend comme un océan de béton, cache en son sein une réalité sordide et invisible : celle des Noubonnes, un mot qui fusionne « nounou » et « bonne », et qui désigne ces femmes africaines subsahariennes qui, loin de chez elles, se battent pour survivre dans l'ombre des gratte-ciel et des façades étincelantes.

Elles sont les invisibles du Maroc moderne, celles qui, sous des sourires forcés et des gestes attentionnés, cachent des souffrances indicibles. Si elles se retrouvent ici, c'est dans l'espoir d'une vie meilleure, loin de la pauvreté écrasante qui les a poussées à tout quitter. Mais en réalité, leur quotidien n'est qu'une succession de déceptions, d'humiliations et de violences, souvent ignorées par la société et les institutions.

Les Noubonnes, majoritairement originaires de pays comme le Sénégal, le Mali, la Guinée, la Côte d'Ivoire ou le Burkina Faso, se retrouvent à exercer des tâches domestiques dans des conditions de travail abominables. Elles sont prises au piège d'un système qui ne leur accorde ni reconnaissance, ni droits, ni même la dignité qu'elles méritent. Leur tâche est double : s'occuper des enfants des familles marocaines, et faire le ménage, le lavage, la cuisine... Elles deviennent, en quelque sorte, les esclaves invisibles des grandes

villes comme Casablanca, Marrakech, ou Rabat, là où le contraste entre les belles villas et leur vie de souffrance devient presque insoutenable.

Mais avant même qu'elles ne commencent à travailler, plusieurs d'entre elles sont déjà privées de leurs droits les plus élémentaires : dès leur arrivée, leurs passeports sont confisqués par leurs employeurs, un geste qui symbolise le début d'une longue période de soumission. Sans passeport, elles deviennent des ombres, des êtres sans identité ni protection.

## Les conditions de vie et de travail des Noubonnes au Maroc : un enfer quotidien

Une journée typique pour ces femmes commence avant l'aube. Elles doivent préparer le petit déjeuner, laver les sols, repasser, nettoyer les fenêtres, et s'occuper des enfants des employeurs, souvent sans le moindre temps pour elles-mêmes. Mais la souffrance ne se limite pas aux tâches épuisantes. Les violences physiques et psychologiques auxquelles plusieurs d'entre elles sont confrontées sont légion, mais le plus grand fardeau reste l'impossibilité de se défendre. Elles n'ont ni voix ni protection.

Aujourd'hui, une nouvelle tendance se profile. Avant même qu'elles ne rejoignent les foyers où elles travailleront, on leur exige de plus en plus de passer des tests médicaux. Ces tests, souvent liés aux MST et autres maladies, sont devenus une pratique courante pour "garantir" la santé des employés domestiques. Les employeurs, qui ne se contentent plus de confisquer leur passeport, veulent désormais s'assurer qu'elles ne représentent aucun "danger sanitaire". En réalité, ces tests sont un moyen supplémentaire d'humiliation, de contrôle et de marchandisation du corps de ces femmes. Peu importe leur dignité, peu importe leur consentement, elles n'ont d'autre choix que de se soumettre à ces pratiques abusives sous peine de se voir renvoyer dans la rue.

Les cas de violences physiques, psychologiques et sexuelles sont légion, mais rares sont celles qui osent dénoncer. La peur de la déportation et de la violence policière les empêche de porter plainte. Les employeurs, souvent conscients de cette vulnérabilité, en profitent pour exercer un pouvoir absolu sur elles. Ces femmes vivent dans la crainte permanente, sous la menace de perdre leur maigre salaire ou de se retrouver jetées dehors, sans ressources, sans aide et sans avenir.

**« Je suis arrivée ici  
avec l'espoir d'une vie  
meilleure, mais j'ai  
trouvé l'enfer »**

Témoignage de Bintou

Bintou se souvient d'un soir particulier, où elle a osé demander un jour de congé. « L'employeur m'a dit que je devais rester. Quand j'ai insisté pour savoir pourquoi, il m'a menacée de me renvoyer dans la rue. J'ai commencé à pleurer. C'est là qu'il a commencé à me frapper. J'ai essayé de fuir, mais il m'a rattrapée, et il m'a dit que si je parlais, la police m'arrêterait comme une immigrée illégale. J'ai cru qu'il allait me tuer ce soir-là. »

Le corps de Bintou porte encore les marques de cette violence. Mais ce qui la brise le plus, ce n'est pas la douleur physique. C'est l'humiliation constante et la perte de son identité. « Les enfants que je gardais me regardaient comme si j'étais une étrangère, comme si je n'étais pas une vraie personne. Je suis devenue une ombre, une machine à travailler. Je n'ai jamais eu de jour de repos, jamais de vacances. Et quand je voulais parler à quelqu'un de ma souffrance, je savais que personne ne m'écouterait. »

## **Une invisibilité totale et un désespoir grandissant**

Les Noubonnes sont les oubliées de la société. Elles ne bénéficient d'aucune protection légale et vivent dans la crainte permanente d'être renvoyées dans la rue, dans des conditions bien plus graves encore. Les autorités fermant les yeux sur leur souffrance, ce sont ces femmes, toutes aussi résilientes qu'invisibles, qui continuent à travailler sans fin, dans l'indifférence générale.

Le Maroc, qui se vante de ses avancées en matière de droits de l'homme et de développement économique, ne peut pas continuer à ignorer cette part de son peuple qui souffre en silence. Le pays est à la croisée des chemins. Face à la globalisation, face à l'immigration qui déstabilise ses frontières, face à une économie souterraine qui profite des failles du système, il est grand temps de revoir la législation sur le travail domestique et d'accorder des droits à ces femmes.

La question se pose : est-ce que ces femmes, ces mères, ces filles, peuvent-elles enfin espérer un avenir meilleur dans ce pays qui les exploite tant ? Peut-on vraiment parler de progrès et de dignité humaine dans un pays où des milliers de femmes sont traitées comme des esclaves modernes, sous prétexte qu'elles sont étrangères, sans papiers, et sans voix ?

## **Une société en sursis**

Si le Maroc veut vraiment se prévaloir d'un statut de nation juste et respectueuse des droits de l'homme, il doit d'abord se pencher sur les plus vulnérables : ces femmes qui, pour gagner leur vie, sont prêtes à tout sacrifier, même leur dignité.

# إعدام على الورق.. مقصلة تترنح بين عقوبة شكلية لم تُنفذ منذ 30 سنة والالتزام دولي أفرج عنه بعد طول انتظار!

## أمين الري

تصويت المغرب، لصالح مشروع قرار فيالجنة الثالثة للجمعية العامة للأمم المتحدة، الداعي إلى "وقف تنفيذ عقوبة الإعدام"، خلف انقساماً في المشهد السياسي، بين مؤيد ومعارض، ففي الوقت الذي أشاد فيه حزب التقدم والاشتراكية (يساري/ معارضة)، بالقرار واصفاً إياه بـ"التطور الهام والانسجام مع التوجه العالمي"، وهو ما سار عليه حزب الأصالة والمعاصرة (يساري/ أغلبية)، إلا أن حزب العدالة والتنمية (إسلامي معارض)، رفع "فيتو النص الديني"، معللاً، أن الإعدام "تمكن من القصاص المنصوص عليه في القرآن الكريم لما يحققه من شعور بالإنصاف للمجتمع ولذوي حقوق ضحايا الجرائم الأشد خطورة التي تهز الرأي العام وتصدم الشعور الجماعي".

وبين التيار الإسلامي المحافظ، والفعاليات الحقوقية والسياسية اليسارية من جهة، يبقى القانون الجنائي، هو الفيصل في حسم العقوبة، المتعارضة مع الوثيقة الدستورية، التي نصت على الحق في الحياة والمادة الثالثة من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي يشدد على نفس الحق.

### خطوة إيجابية أمام مزايدات سياسية

وفي هذا السياق، يرى مستشار وزير العدل، محمد عبد الوهاب الرفيقي، أن أن "خطوة المغرب على إيقاف، هي إيجابية من دون شك، بالرغم من التأخر الذي طبع القرار، منذ سنوات.

وأضاف محمد عبد الوهاب الرفيقي، في تصريح خاص، "أن القرار كان منسجماً مع موقف المغرب بخصوص العقوبة لم تنفذ منذ أكثر من ثلاثين سنة، وبالتالي كان من المنطقي التصويت لهذا القرار"، معتقداً أن الأمر سينعكس على القانون الجنائي الذي من المنتظر أن يتم البث فيه مستقبلاً.

بـ118 شريط إباحي، لم يكن بطلهم إلا عميد الشرطة، محمد مصطفى ثابت، الذي كان آخر محكوم بالإعدام نفذ عليه، في المغرب، بعد تحقيقات مكثفة حول القضية هزت الرأي العام آنذاك.

إلا أنه طيلة 30 سنة، نُطق أكثر من مرة بالحكم بـ"الإعدام"، لكن ظل حبيس النطق لا التنفيذ، وهناك اختلاف بين تيارين في المغرب، أحدهم يستمد شرعيته من الجانب الديني والقصاص، وهو الداعم لعقوبة الإعدام، مبررين ذلك بكون الأمر يتعلق بـ"ردع عام"، إلا أن التيار الآخر المؤمن بكونية وشمولية حقوق الإنسان، يؤكد كون الأمر لا علاقة له بالردع وإنما بـ"انتقام دولة" من متهم ما هو إلا نتيجة لمنظومة كاملة قد تكون سبباً في ما هو عليه، وأن عقوبة الإعدام لن تكون حلاً في القضاء على الجريمة، ولعل أبرز مثال عن ذلك هم الدول التي تُنفذها كمصر على سبيل المثال وليس الحصر، تتواصل جرائم القتل فيها، وغير ذلك من الأمثلة.

وأمام تيار يؤكد على ضرورة عقوبة الإعدام وتيار آخر يرفض ذلك جملة وتفصيلاً، ظلت الجهات الوصية أمام نارين، أختير أو سطهم لتطبيقهم، وهو النطق بالحكم دون تنفيذه، وانتظار ظهور مسودة القانون الجنائي أمام غرفتي البرلمان، من أجل مناقشته وإيجاد حلول للجرائم المطبق عليها العقوبة لعل أبرزها الفصل 393 من مجموعة القانون الجنائي، الذي ينص على كون الـ"قتل العمد مع سبق الإصرار أو التردد يعاقب عليه بالإعدام".

إلا أنه قبل الاتجاه لطرح القانون الجنائي، أمام المجلس الوزاري وبعده الحكومي وانتظار مناقشته بغرفتي البرلمان، شرع المغرب في بعث رسالة وصفت بالإيجابية من الفاعلين الحقوقيين، بحيث صوتت المملكة وفي سابقة من نوعها على قرار إيقاف العالمي لتنفيذ عقوبة الإعدام أمام اللجنة الثالثة للأمم المتحدة، وهي "الخطوة الأولى نحو إلغاء عقوبة الإعدام".



وتابعت النائبة البرلمانية اليسارية، أنه "إلى جانب ذلك يلاحظ تزايد عدد الدول التي ألغت عقوبة الإعدام أو أوقفت تنفيذها، بما يعكس تحولاً دولياً نحو العدالة التصالحية واحترام الكرامة الإنسانية"، وفي الجانب الدستوري تقول التامني، أن الوثيقة الدستورية لسنة 2011، تؤكد "على التزام الدولة بحماية حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها دولياً، وبالتالي، فإن الإلغاء التدريجي لعقوبة الإعدام ينسجم مع هذا الالتزام".

وخلصت المتحدثة، أنه "لذلك بات ضروريا اتخاذ خطوات جريئة لإلغاء عقوبة الإعدام، بدءاً بتعليق تنفيذ الأحكام الصادرة، والعمل على تعديل القوانين الجنائية بما يضمن إلغاء هذه العقوبة نهائياً، كما ندعو إلى تعزيز التوعية المجتمعية بشأن البدائل العادلة التي تحترم حقوق الإنسان وتساهم في بناء مجتمع متسامح وقائم على العدالة في اطار مقارنة حقوقية تضع الكرامة الإنسانية في صلب السياسات العقابية".

#### مراجعة القانون الجنائي ضرورة ملحة

إلا أن الحقوقيين مازالوا مستمرين في المطالبة بإلغاء عقوبة الإعدام، بشكل فعلي في القانون الجنائي، لاسيما أمام ترأس المغرب لمجلس حقوق الإنسان بجنيف، للسنة الجارية، التي كانت مرحلة مفصلية أمام الفعاليات الحقوقية من أجل تجديد دعوة الجهات الوصية، لإلغاء العقوبة.

وفي سياق ذي صلة، يقول المحامي ونائب رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، نوفل البعمري، في تصريح خاص، أن "عقوبة الإعدام واحدة من العقوبات التي قررها القانون الجنائي المغربي والتي تثير النقاش الحقوقي والقانوني كلما طُرح موضوع تعديل أو مراجعة القانون الجنائي، وهي من العقوبات التي أصبح الحقوقيون يطالبون بإلغائها من النص الجنائي لعدة أسباب، أبرزها ترأس المغرب لمجلس حقوق الإنسان الذي يتطلب منه أن يكون رائداً في مجال حماية الحقوق والحفاظ عليها خاصة عندما يتعلق الأمر بالحقوق الأساسية، إذ لا يعقل أن يكون متراًساً لأعلى مؤسسة حقوقية أممية، وقوانينه تكرر خرق الحقوق المنصوص عليها

وعن رفض التيار الإسلامي المحافظ، لهذا القرار، ومن المنتظر أن ينعكس على التصويت بالنسبة للقانون الجنائي في قبتي البرلمان، يقول الباحث في التراث الإسلامي، "السياسة الجنائية كان دائما نظاما وضعيا مرتبطا بالمواثيق الدولية المتعلقة حقوق الإنسان، التي التزم بها المغرب".

متسائلا بخصوص التيار الداعي لـ"القصاص"، "لماذا لا يتحدثون عن الرجم بالنسبة للزاني، على سبيل المثال وليس الحصر، ولا يثور النقاش حولها". وخلص المتحدث إلى كون رفض التيار الإسلامي لرفض عقوبة الإعدام "هو نوع من المزايدات السياسية والصراعات الحزبية، لا أكثر ولا أقل".

#### عقوبة الإعدام بدون جدوى

وفي هذا الإطار، ترى برلمانية حزب فيدرالية اليسار الديمقراطي، فاطمة التامني، أن "حماية الحق في الحياة، تعد من أبرز الحقوق الأساسية المكفولة في المواثيق الدولية، والدستور المغربي، لذلك فإن عقوبة الإعدام ليست مجرد إجراء قانوني، بل هي قضية تمس أبعادا أخلاقية وإنسانية وقانونية عميقة. ويتجلى موقفنا الرافض لهذه العقوبة استناداً إلى مجموعة من المبادئ التالية: منها الحق في الحياة: حيث يعتبر الحق في الحياة حجر الزاوية في منظومة حقوق الإنسان، وقد أكدت المعاهدات الدولية مثل الإعلان العالمي لحقوق الإنسان (المادة 3) والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية (المادة 6) على ضرورة حماية هذا الحق وعدم انتهاكه بأي شكل".

وتضيف برلمانية حزب "الرسالة"، في تصريح خاص، انه "قد تبين عدم الجدوى من عقوبة الإعدام حيث أثبتت الدراسات أن عقوبة الإعدام ليست رادعاً للجريمة، وأن اعتماد مقاربات إصلاحية واجتماعية هو أكثر تأثيراً في معالجة الأسباب الجذرية للجريمة"، مشيرة في تصريحها، إلى أنه "كذلك وفي ظل وجود احتمالية وقوع أخطاء قضائية، يصبح تنفيذ عقوبة الإعدام أمراً لا رجعة فيه، ما يؤدي إلى انتهاك جسيم لحقوق المحكوم عليه في حال ثبتت براءته لاحقاً".

## هيئة دستورية تُأدي بوقف "الإعدام"

ولم تقتصر الدعوة لإلغاء عقوبة، على الفعاليات الحقوقية المستقلة، وإنما كان أيضاً بالنسبة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، باعتبارها مؤسسة دستورية، والذي قدم مذكرته إلى البرلمان بخصوص مشروع القانون رقم 10.16 القاضي بتغيير وتتميم القانون الجنائي، بتاريخ 28 أكتوبر 2019، والتي أوصى فيها بإلغاء عقوبة الإعدام.

وعمل المجلس ولجانته الجهوية على تتبع وحماية حقوق الأشخاص المحكوم عليهم بعقوبة الإعدام، بما في ذلك تنظيم زيارات منتظمة لهم، حيث تابع المجلس هذه الفئة من السجناء من خلال تنظيم زيارات لهم ومراقبة أوضاعهم الصحية، خاصة وضعية المصابين بأمراض مزمنة وأمراض نفسية وعقلية، ومواكبتهم خلال مرحلة التقاضي، ودعم الموجودين منهم في وضعية هشاشة.

وواصل المجلس الترافع من أجل إقناع الحكومة المغربية باللاحاق بركب الدول التي ألغت العقوبة، قانوناً أو ممارسة، وهو ما تأتى أخيراً بعد طول انتظار، بعد التحاق المغرب بركب الدول الراضة لعقوبة الإعدام.

وتعليقاً عن القرار، أكدت رئيسة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، آمنة بوعياش، بأن هذه الخطوة تمثل التزاماً سيادياً من المغرب بحماية حقوق الإنسان، معتبرة أن "هذا التصويت يعني أننا نلتزم بحماية كرامة المواطنين، فالحق في الحياة هو الأساس لجميع الحقوق الأخرى.

وأضافت بوعياش، في لقاء نظمه المجلس، على هامش "رفض عقوبة الإعدام" أن هذه الخطوة، على الرغم من أهميتها، لا تمثل نهاية المطاف بالنسبة للمدافعين عن حقوق الإنسان في المملكة، حيث قالت: "نحن نعتبر هذه الخطوة رئيسية، لكننا نطمح للمزيد. سنذهب أسرع مما كنا نظن، ومنتظر القانون الجنائي المقبل لتطويره وتقديم مشروع جديد لوقف تنفيذ عقوبة الإعدام".

في الليات التعاقدية و الغير التعاقدية، خاصة و أن هذه العقوبة كانت موضوع مطالب و توصيات بالمجلس عند مناقشة التقرير الوطني للمغرب".

ومن جانب اخر، فمصادقة المغرب على الإتفاقيات الدولية المعنية بالحقوق الأساسية على رأسها الحق في الحياة، يجعل من عقوبة الإعدام عبءاً عليه في الجانب الحقوقي، بالإضافة للدستور المغربي لسنة 2011 جاء واضحاً في تكريسه للحق في الحياة عندما نص الفصل 20 منه على أن "الحق في الحياة هو أول الحقوق لكل إنسان" مما يفرض إلزاماً واضحاً على المشرع بضرورة حماية الحق في الحياة باعتباره أسمى الحقوق وأولها و من الحقوق الأساسية التي دون حمايتها لا يمكن الحديث عن باقي الحقوق الأخرى المقررة سواء في الاتفاقيات الدولية او الدستور المغربي، حسب ما أفاد به نوفل البعمرى.

وأضاف البعمرى، أنه "إذا كانت هذه القواعد الحقوقية الدولية و الدستورية تنص على ضرورة احترام الحق في الحياة في القوانين و التشريعات الوطنية على رأسها القانون الجنائي فوجب الإشارة إلى أن المغرب للآن رغم المطالب التي رُفعت بالمناسبة لم يبادر إلى الانضمام للبروتوكول الاختياري الثاني الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الهادف إلى إلغاء عقوبة الإعدام".

وأشار نائب رئيس الهيئة الحقوقية، إلى أن "إشكالية عدم مصادقة و انضمامنا المغرب للبروتوكول قد تكون معيق امام الالغاء الشامل و الكلي لهذه العقوبة من القانون الجنائي رغم أن توصيات هيئة الإنصاف و المصالحة قد أوصت في تقريرها النهائي المرفوع للملك بإلغاء هذه العقوبة و تصريحات مختلف المسؤولين توجي بذلك و بوجود مؤشر على رفعها، هذا الرفع الذي يستوجب شجاعة سياسية من طرف المشرع لإنهاء الجدل حول هذه العقوبة التي أثبتت أنها عقوبة غير رادعة و لم تحقق الردع لا الفردي و لا الجماعي بدليل أنه رغم استمرار إقرارها إلا أن الجرائم التي يعاقب عليها بالإعدام لم تنتهي، مما يجعل من هدف العقوبة في حد ذاته موضع تشكيك و مساءلة أمام المس بالحق في الحياة".

ولعلّ عبارة "موت يومي ورعب مطلق"، تُلخص كلّ شيء عن معاناة محكومين سابقين بالإعدام، بحيث يروي المحكوم بالإعدام سابقا في فترة حكم الملك الراحل الحسن الثاني بتهمة "المس بالنظام العام"، أحمد الحو، أن الأمر أشبه بالكابوس، قائلا أن "الفترة التي قضاها في السجن كانت عبارة عن موت يومي ورعب مطلق، لكون السجناء في حي الإعدام وقتها لا يعرفون متى سيتم تنفيذ العقوبة".

ويضيف لحو في تصريح صحفي سابق لـ"هيسبريس"، أنه كل ما تحرّكت مفاتيح الزنزانة، توقّعوا أنه يوم الخلاص، وأن الموت يقترب منهم ومتمثلا في السجن.

وأمام كل هذا مازال يواجه أكثر من تسعين شخصا محكوما بعقوبة الإعدام، مصيرا مجهولا، بحيث هناك حكم نُطق به بخصوص هؤلاء، لكن التنفيذ الذي مازال مؤجلا.

"المغرب لم يكن لا يتماشى مع الإرادة الدولية"

ويقول الباحث الحقوقي، عزيز إدمين، أن "هناك حوالي تسعين شخصا محكوم عليهم بالإعدام"، مشيرا إلى "أن المغرب عرف تخفيض عدد من الحالات بالنسبة للحالات التي يُحكم عليهم بالإعدام، وفقا لآخر تعديل للقانون الجنائي".

عزيز إدمين، يضيف في تصريح خاص، أن "المغرب لم يصادق على البروتوكول الاختياري الثاني الملحق بالعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية المتعلق بإلغاء عقوبة الإعدام"، منوها بتصويته على قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة المتعلق بوقف تنفيذ عقوبة الإعدام، مشددا في هذا الإطار، أنه "سابقا، قبل القرار الحالي، لم يكن المغرب يتماشى مع الإرادة الدولية، رغم أن الدستور المغربي يؤكد على الحق في الحياة وهذا الحق يتعارض مع الإقرار بعقوبة الإعدام".

الفاعل الحقوقي دعا في تصريحه، إلى "الترافع من أجل خلو القوانين الوطنية من العقوبات التي تؤدي لعقوبة الإعدام، التي تعد عقوبة وحشية وغير إنسانية".

وأشارت رئيسة المجلس إلى أن المجتمع المغربي قرر أن الكرامة هي الأصل، وأن هذه الخطوة تتزامن مع نهاية عشرينية الإنصاف والمصالحة، مما يمثل توجهاً لرحلة طويلة في تفعيل التوصيات ومتابعتها.

وأكدت بوغياش على ضرورة تجديد المقاربة من قبل المدافعين عن حقوق الإنسان، والسعي للحصول على دعم برلماني وتشريعي لإلغاء عقوبة الإعدام بشكل كامل. وقالت: "بعد هذا التصويت التاريخي، يجب علينا أن نعمل على تحقيق إلغاء كلي لعقوبة الإعدام، وأن نبحت عن طرق لتعزيز هذا القرار وتفعيله على المستوى التشريعي".

التيار الإسلام "يستنجد" بالتشريع الديني

وأمام الطرح الحقوقي الداعم للحق في الحياة، يتجه التيار الإسلامي، لجانب آخر وهو القصاص وتطبيق التعاليم الدينية، رغم تنافها مع كونية وشمولية حقوق الإنسان.

وفي هذا الجانب، يرى الشيخ السلفي محمد الفيزازي في تصريح صحفي سابق، أن "الولايات المتحدة الأمريكية، مثلا، ما يزال الحكم بالإعدام جاريا في كثير من الولايات حتى الآن"، مضيفا أن "المنظمات الحقوقية الإسلامية تشدد على خصوصية الإسلام ولا تطالب بإسقاط حكم الردة، بل بالعكس تدعو إليه، لأن فيه الحياة عكس ما يبدو".

وعن الجانب المتعلق بكيفية ربط الحق في الحياة مع الإعدام، يستدل الفيزازي في تصريح سابق له، بأية قرآنية "ولكم في القصاص حياة يا أولي الألباب"، مضيفا "القائل الذي يستيقن القاضي من جريمته يُقتل، وفي قتله ردع عظيم لكل من تُسول له نفسه إزهاق روح إنسانية، وفي هذا حياة للمجتمع برمته".

"موت يومي ورعب مطلق"

وبالرغم من كون المغرب لا يُنفذ الإعدام، إلا أن المحكومين بالعقوبة، يعيشون في رعب دائم، داخل زنزاناتهم.

## وعود حكومية لوقف "المقصلة الشكلية"

وفي ختام كلمتها، أكدت المسؤولية المغربية أن المؤتمر يمثل فرصة ثمينة لتبادل الخبرات وتعزيز الالتزام الجماعي من أجل بناء مستقبل تُصان فيه العدالة وتُكرّم فيه الحياة البشرية، مضيفاً، أن المغرب، من خلال مبادراته وإصلاحاته، يرسخ مكانته كفاعل أساسي في الجهود العالمية لإرساء عدالة تحترم كرامة الإنسان.

### وقف مقصلة الموت في يد نواب الأمة

وأمام طرح يرفض الضرب في الحق في الحياة، انطلاقاً من المبادئ الدستورية للمملكة، لاسيما الفصل العشرين من الوثيقة الدستورية، الذي يشدد على كون "الحق في الحياة هو أول الحقوق لكل إنسان. ويحمي القانون هذا الحق"، والمادة الثالثة من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، التي تنص على أن "لكل فرد الحق في الحياة والحرية وفي الأمان على شخصه"، وأمام طرح آخر يتبنى الجانب الديني وتطبيق القصاص، من أجل "ردع عام" مزعوم، وبين هذا وذاك، يُنتظر البث في مسودة القانون الجنائي لإخلاء الأخير، من العقوبات الداعية لسلب الحق في الحياة.

هذا وحسب مصادر رسمية، فإن عدد المحكومين بالإعدام في سجون المغرب يبلغ اليوم 88 شخصا، منهم امرأة واحدة، كما أن عدد المحكومين بالإعدام الذين استفادوا من العفو من هذه العقوبة وتحويل عقوبتهم نحو المؤبد والمحدد بلغ منذ سنة 2020 إلى اليوم حوالي 161 حكماً.

فهؤلاء اليوم، وبالرغم من عدم تنفيذ العقوبة منذ أكثر من ثلاثين سنة، لكنهم يظلون متوجسين من كل خطوة للسجان، باعتبار العقوبة واردة في القانون الجنائي، وبالتالي فراق الحياة، وانتهاك المادة 3 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، وعدم الالتزام بالفصل العشرين من الوثيقة الدستورية، التي تنص على أن "الحق في الحياة هو أول الحقوق لكل إنسان. ويحمي القانون هذا الحق".

ولعل عبارة المحكوم السابق بالإعدام، أحمد لعلو تلخص كل شيء، التي يقول من خلالها، أن "أي جريمة ومهما كانت بشاعتها لا يمكن بأي شكل من الأشكال تبرير حكم الإعدام في حقّه، فيجب أن يحاكم المتهم بالعدل وأقصى العقوبات إذا ما كان الداعي لذلك، لكن ليس بالإعدام ليس بالقتل"

وبالرغم من وجود عقوبات جنائية، تودي "شكلياً" لمقصلة الموت، إلا التصريحات الدولية للمسؤولين المغاربة يؤكدون العكس، ويتشبهون بالتزاماتهم الدولية حول الحق في الحياة.

هذا وتؤكد ربما لبلالي، مديرة التعاون والتواصل بوزارة العدل، نيابة عن وزير العدل عبد اللطيف وهبي، أثناء مشاركتها في المؤتمر الدولي الرابع عشر لوزراء العدل الذي تنظمه مؤسسة سانت إيجيديو في روما تحت شعار "عالم بلا عقوبة الإعدام".

وفي كلمتها، استعرضت لبلالي الجهود الدؤوبة التي يبذلها المغرب لتحقيق توازن مستدام بين العدالة، كرامة الإنسان، والأمن العام. وأشارت إلى الإنجازات التي حققتها المملكة في هذا الصدد، من بينها الوقف الفعلي لتنفيذ عقوبة الإعدام منذ عام 1993، والخطوة النوعية التي اتخذها المغرب عام 2011 بإدراج الحق في الحياة كحق أساسي ضمن دستور المملكة.

وأوضحت أن الفصل العشرين من الدستور ينص بشكل صريح على أن "الحق في الحياة هو أول الحقوق لكل إنسان، والقانون يحمي هذا الحق"، مؤكدة أن هذا النص يعكس التزام المغرب العميق بمواءمة تشريعاته مع القيم الإنسانية العالمية، مع تقليص الاعتماد على عقوبة الإعدام وتعزيز الضمانات القانونية المرتبطة بها.

على الصعيد الدولي، أشارت لبلالي إلى أن المغرب يواصل أداء دور ريادي في دعم الجهود العالمية لإلغاء عقوبة الإعدام، مبرزة دعم المملكة لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 77/2002 الذي يدعو إلى إلغاء العقوبة، والتزامها بعدم تسليم أي شخص إلى دول قد يواجه فيها خطر الإعدام، مما يجسد حرصها على تعزيز عدالة تحترم حقوق الإنسان على المستوى الدولي.

المسؤولية المغربية، شددت على وعي المغرب بالتحديات المرتبطة بمسألة إلغاء عقوبة الإعدام، مؤكدة أهمية تبني نهج تدريجي وشامل يعتمد على الحوار المستمر مع المجتمع المدني والفاعلين السياسيين، بهدف تحقيق توافق اجتماعي يعكس قيم وآمال الشعب المغربي.

# The Unfinished Fight for Amazigh Rights.

Jihane Ziyane

The Moroccan Amazigh movement is a powerful story of political activism, cultural rebirth, and the fight for acceptance. In spite of the notable advancements, there are still many obstacles in the way of protecting the identity and rights of the Imazighen, the indigenous people of North Africa. This tale demonstrates the tenacity of a people attempting to recover their cultural legacy in the face of structural challenges.

Although the Imazighen have long played a significant role in North Africa's cultural environment, prevailing narratives that are centred on Arabs have frequently eclipsed their identity. In response to Arabisation efforts that aimed to repress their language, traditions, and practices, the Amazigh movement started to take shape well before the 1970s. During this time, the area experienced a cultural renaissance, and Amazigh identity became more widely known through literature, music, and grassroots movement.

In 2011, Morocco enacted a new Constitution that recognised Tamazight as an official language alongside Arabic, a milestone for the Amazigh movement. This recognition represented a symbolic achievement, following decades of activism. However, since then, development has been slow. It was only in

2019, that the Parliament passed an organic law to implement Article 5 of the Constitution, which made it easier to integrate Tamazight into public life. However, practical adjustments have been minor.

Comprehensive Tamazight education, for instance, is not expected in schools until 2030, leaving many Amazigh communities without access to their language in formal settings. Despite constitutional recognition, the practical performance of Amazigh rights remains limited. Tamazight's official status has not translated into widespread usage in public administration or education. Official documentation and proceedings are still primarily in Arabic, and instructional resources for Tamazight are limited.

The cultural preservation activities of approximately 900 Amazigh societies in Morocco are frequently delayed by bureaucratic obstacles. Many organisations have difficulty securing permissions for activities beyond traditional expressions, limiting their potential to advocate for larger societal change. Another major worry is the question of land rights.

**« Imazighen are land people »**

declares Amina Amharech, an Amazigh activist committed to the cause of the Amazigh

As of recent, legal provisions allowing the sale of collective lands traditionally used by Amazigh tribes have sparked worries about exploitation. These sites are rapidly being converted for commercial use without sufficient consultation or compensation, resulting in further marginalisation.

Inequalities in socioeconomic status also persist. Compared to other parts of Morocco, many Amazigh communities experience systematic inequities, such as limited access to economic, medical, and educational opportunities. Rather than addressing the root causes of inequality, experts note that the government's approach to Amazigh rights is typically characterised by token gestures meant to provide the illusion of progress.

Addressing these difficulties necessitates immediate and ongoing action. Tamazight-recognizing legal frameworks must be fully

implemented, with clear accountability mechanisms in place to assure their enforcement. Education reforms should prioritise the immediate integration of Tamazight into school curricula, together with proper teacher training and resources.

It is also a requirement for land rules to be in order to conserve collective lands and provide local communities a real say in land use decisions. As the scholar and anthropologist, Adamson Hoebel states: *"Today it is custom and not law or a combination of both that has teeth, teeth that can bite if need be, although they need not necessarily be bared."*

The statement underscores the dynamic between customary practices and formal legal systems, particularly in the context of Indigenous land rights, such as those of the Amazigh people. While state laws often claim authority, customary laws which are deeply rooted in the Amazigh identity, especially regarding land use and resource management, are powerful and respected within their communities. These customs, though unwritten, have "teeth" in the sense that they are enforceable and hold significant weight. However, when state law clashes with these traditions, the formal legal system can (and usually does) override customary rights, creating tension and oppression. The ideal situation is a combination of both, where Indigenous customs are legally recognized, ensuring protection of the Indigenous Peoples' land

rights while preserving cultural integrity and allowing both systems to coexist harmoniously.

Furthermore, increased representation of Amazigh voices in political and governmental processes is critical to ensure that their concerns are handled properly. International support can be critical in holding Morocco accountable for its Indigenous rights pledges and bolstering local advocacy campaigns.

# الانقطاع الدوري لأدوية القلب والأمراض المزمنة في المغرب: بين تهديد حقوق المرضى وطموحات ورش الحماية الاجتماعية

## أسامة طايح

كما شدد الصيدلي المسؤول على ضرورة تحفيز المختبرات الوطنية لتصنيع هذا الدواء محلياً، مشيراً إلى أن سعره البالغ 50 درهماً يجعله في متناول المرضى إذا توفر.

التدابير الحكومية: تساؤلات ملحة

في سؤال كتابي موجه إلى وزير الصحة والحماية الاجتماعية، طالبت النائبة لبنى الصغيري بالكشف عن الإجراءات التي ستتخذها الوزارة لتأمين توفر هذا الدواء وأدوية أمراض القلب الأخرى بشكل دائم.

و دعا الإستفسار البرلماني ، إلى توضيح المعايير المعتمدة لمراقبة وتوزيع هذه الأدوية، خاصة في المناطق التي تعاني من نقص حاد.

ويجدد المشكل الطبي ذي الطبيعة الحقوقية ، مطالب كونفدرالية نقابات صيادلة المغرب أحد ابرز الهيئات المهنية المعروفة بالمغرب، ودعوته لتسريع إصلاح القطاع الصحي، مطالبة بمنح الصيادلة حق استبدال الأدوية لتسهيل حصول المرضى على بدائل مناسبة عند غياب الأدوية الأصلية.

أبعاد حقوقية وصحية للأزمة

يشكل الانقطاع الدوري للأدوية في المغرب تهديداً خطيراً للحق في الصحة، وهو أحد الحقوق الأساسية التي يكفلها الدستور المغربي في الفصل 31، الذي ينص على أن الدولة تضمن للمواطنين الحق في العلاج والحماية الاجتماعية.

كما يعتبر هذا الحق جزءاً لا يتجزأ من الحق في الحياة الذي تلتزم الدولة بحمايته وفقاً للمواثيق الدولية، مثل الإعلان العالمي لحقوق الإنسان والعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية.

تعود أزمة الانقطاع الدوري للأدوية في المغرب إلى سطح الاهتمام الوطني والحقوقى ، خاصة تلك المخصصة لعلاج أمراض القلب والأمراض المزمنة، حيث تثير الأزمة قلق واسع بين المرضى والمختصين، وسط دعوات ملحة لإيجاد حلول جذرية، يأتي هذا في وقت تُثار فيه تساؤلات حول التدابير الحكومية لضمان الحق في العلاج، وتوفير هذه الأدوية بشكل مستمر في الصيدليات والمستشفيات العمومية وسط ورش وطني كبير إسمه "الحماية الاجتماعية".

أزمة دواء "ألدكتون": مثال صارخ لمعاناة المرضى

أثار اختفاء دواء "ألدكتون 50 ملغ" المخصص لعلاج أمراض القلب موجة من القلق في صفوف المرضى وأسرههم ، إذ تتوالى النداءات حول الرغبة في الظفر بعلبة أو علبتين لهذا الدواء المهم لأمراض القلب والنادر التحصل عليه بين صيدليات المملكة .

هذا الدواء، الذي يُستخدم مدى الحياة من قبل العديد من مرضى القلب والشرابين، يُعتبر حيوياً لاستقرار حالتهم الصحية وللحفاظ على مستوى البوتاسيوم في الجسم.

وفقاً لسؤال كتابي للنائبة البرلمانية لبنى الصغيري ( حزب التقدم والاشتراكية - معارضة)، فإن المرضى يعانون منذ شهرين من نفاذ هذا الدواء في الصيدليات، خاصة في مدينة الدار البيضاء، مما يعرضهم لمخاطر صحية ونفسية جسيمة.

من جهته يسجل أمين بوزويغ، الكاتب العام لكونفدرالية نقابات صيادلة المغرب (هيئة مهنية مستقلة)، أن "ألدكتون" لا يتوفر على بدائل جنيسة، مما يزيد من صعوبة الوضع.



ويبقى التنسيق مع الجهات المنتجة للأدوية يُعد خطوة ضرورية لتجاوز هذه الأزمة، بالنظر للبعد التجاري للأزمة مع التركيز على تشجيع التصنيع المحلي، وتحسين أنظمة التوزيع والمراقبة، وضمان استدامة الإمدادات للأدوية الحيوية.

انقطاع الأدوية، لا سيما تلك المخصصة لعلاج أمراض القلب والأمراض المزمنة، يضعف هذا الالتزام الحقوقي، حيث يُترك المرضى دون الوسائل الضرورية لاستقرار حالتهم الصحية. هؤلاء المرضى لا يواجهون فقط تحديات صحية جسيمة، بل أيضاً معاناة نفسية نتيجة القلق المستمر من تفاقم أمراضهم أو حدوث مضاعفات خطيرة قد تكون قاتلة.

تبرز التقارير المتعددة للهيئات الصيدلانية وكذا الحقوقية، إلى أن أزمة انقطاع الأدوية تؤثر بشكل أكبر على الفئات الأكثر ضعفاً، لا سيما أولئك الذين يعتمدون على الأدوية المدعمة أو الذين يعيشون في المناطق النائية والمهمشة. هذا الوضع يخلق نوعاً من التمييز في عدالة وإمكانية الوصول إلى العلاج، حيث يتمتع سكان المدن الكبرى بفرص أكبر للحصول على الأدوية بالمقارنة مع سكان المناطق الريفية، مما يثير تساؤلات جديدة حول العدالة الصحية.

ويُلزم القانون الدولي والمغربي الدولة بضمان استمرارية الإمدادات الطبية وتوفير الأدوية الأساسية بأسعار معقولة، ورغم ذلك، يبدو أن الانقطاع المتكرر للأدوية يعكس خللاً في السياسات الدوائية الوطنية وآليات التوزيع والمراقبة، مما يجعل الدولة عرضة للمساءلة الحقوقية أمام مواطنيها.

#### دعوات لإصلاح السياسة الدوائية

مع تصاعد القلق حول انقطاع الأدوية، حذرت كوندراالية نقابات صيادلة المغرب من أن استمرار هذه الظاهرة قد يؤدي إلى إفلاس العديد من الصيدليات، داعية إلى مراجعة جذرية للسياسة الدوائية الوطنية. كما سلطت الضوء على أهمية تحديث التشريعات المتعلقة بالأدوية، بما ينسجم مع المستجدات الصحية الحالية.

تُبرز أزمة انقطاع الأدوية في المغرب الحاجة إلى إصلاحات عاجلة وشاملة في القطاع الصحي. إن توفير الأدوية بشكل مستمر لا يمثل مجرد مسؤولية قانونية وأخلاقية، بل هو شرط أساسي لضمان حق المواطنين في الحياة والصحة.

# Journalisme migratoire : Au cœur des histoires humaines

Farah Maataoui

**Couvrir les migrations est un défi journalistique majeur, surtout pour les journalistes engagés, qui doivent conjuguer rigueur professionnelle et résilience face à des obstacles variés. Entre accès difficile aux sources, dangers sur le terrain, dilemmes éthiques, et pressions émotionnelles, les défis sont nombreux.**

Dans un monde où les flux migratoires continuent de croître, exacerbés par des crises économiques, climatiques et politiques, les journalistes jouent un rôle clé en documentant les réalités souvent invisibles des migrants.

## Un métier sous haute tension

Les routes migratoires sont souvent marquées par des zones risquées, des tensions. Les journalistes, en cherchant à rendre compte des réalités sur ces territoires, s'exposent à des dangers physiques considérables. Par exemple, les zones frontalières, où opèrent les passeurs, sont des lieux de surveillance intense. Traverser ces espaces implique des risques comme les arrestations arbitraires, les agressions ou l'exposition à des environnements violents.

Ces conditions dangereuses sont aggravées par le manque d'accès à des

mesures de sécurité adaptées. Dans de nombreux cas, les journalistes travaillent seuls ou avec un soutien logistique limité. Les journalistes indépendants, en particulier, manquent souvent de financements pour sécuriser leurs déplacements ou engager des traducteurs et des guides locaux.

## Le piège du sensationnalisme

Dans un contexte médiatique dominé par la recherche d'audience, certains reportages tombent dans le sensationnalisme, mettant en avant des récits tragiques pour provoquer une émotion immédiate. Ce traitement risque de déshumaniser les migrants, en les réduisant à des chiffres ou à des images chocs, plutôt que de les présenter comme des individus aux parcours uniques et complexes.

*"L'un des aspects essentiels de la couverture médiatique des migrations est d'aller au-delà des approches superficielles. Il faut s'engager pleinement, se rapprocher de ces populations, écouter leurs récits, comprendre leurs défis et mettre en avant leurs réussites. C'est en prenant le temps de raconter ces histoires humaines que nous honorons véritablement leur dignité",* déclare Imane Bellamine, journaliste.

Pour éviter ces écueils, les journalistes doivent approfondir leurs enquêtes et contextualiser leurs récits. Ils doivent également travailler en collaboration avec des ONG ou des experts pour garantir une approche respectueuse et informée des réalités migratoires.

### **Dilemmes éthiques : Documenter sans exploiter**

*“L’un des principaux défis du journalisme migratoire réside dans la nécessité de concilier l’obligation d’informer le public avec celle de protéger les personnes vulnérables”,* affirme Imane Bellamine.

Selon elle, les migrants, déjà confrontés à des risques immenses dans leur parcours, peuvent se retrouver encore plus exposés si leur histoire ou leur image est mal utilisée. Cela impose aux journalistes une vigilance éthique constante et une réflexion approfondie sur chaque décision éditoriale.

*“La dignité humaine doit être au cœur de chaque reportage, qu’il s’agisse de photographier des individus dans des moments de détresse, de partager leur récit ou de décider de révéler certains détails de leur identité. Il est crucial de recueillir un consentement éclairé des personnes concernées, tout en tenant compte des conséquences potentielles de la publication de leurs témoignages”,* souligne-t-elle.

Elle mentionne ainsi, la protection des identités qui est un autre aspect central de cette responsabilité. Révéler le visage ou des informations personnelles d’un migrant peut le rendre identifiable par des autorités hostiles, des réseaux de trafiquants ou même des communautés où il pourrait être stigmatisé. Cette exposition peut compromettre leur sécurité, voire leur vie. En revanche, effacer complètement cette humanité visuelle ou anonymiser à l’excès peut réduire l’impact émotionnel du reportage et diminuer l’engagement du public.

Les journalistes doivent ainsi trouver des solutions créatives pour préserver à la fois la sécurité des personnes et la force du récit, en explorant des angles narratifs qui respectent ces contraintes sans sacrifier la profondeur de l’histoire.

*“Le journalisme migratoire nécessite aussi de se concentrer sur la richesse et la diversité des parcours migratoires, en cherchant à comprendre les expériences humaines dans toute leur complexité. Chaque migrant porte en lui une histoire unique, une trajectoire façonnée par des espoirs, des difficultés et des victoires personnelles”,* affirme la journaliste.

Les journalistes doivent donc faire preuve de patience et d’empathie pour saisir ces récits dans toute leur dimension. L’écoute active et la construction d’une relation de confiance sont essentielles pour offrir aux migrants une plateforme où leur voix peut être authentiquement entendue, sans jamais les réduire à une victime ou à un stéréotype.

Et d'ajouter : *“Le respect de l'éthique en journalisme migratoire implique un engagement pour la sécurité des individus documentés. Cela ne concerne pas uniquement les informations collectées, mais aussi la manière dont elles sont diffusées. Il est essentiel de garantir que les reportages ne mettent pas en danger ceux qui y figurent, et ce, à toutes les étapes du processus”*.

Cette réflexion doit guider les choix éditoriaux, permettant aux journalistes de documenter la réalité des migrations tout en protégeant les personnes qu'ils rencontrent. En faisant preuve de rigueur et de respect, les journalistes peuvent apporter une contribution précieuse à la compréhension des enjeux migratoires, tout en honorant la dignité et la sécurité des migrants.

“

**Chaque histoire documentée  
devient une empreinte indélébile  
sur ceux qui la racontent.**

”

### **Pression émotionnelle : Les cicatrices invisibles du métier**

Le journalisme migratoire n'est pas seulement un métier d'information, mais aussi un parcours émotionnel qui expose les journalistes à des récits poignants, souvent dévastateurs.

“Chaque histoire documentée devient une empreinte indélébile sur ceux qui la racontent. Les journalistes, témoins directs de la souffrance humaine, sont confrontés à des situations bouleversantes telles que des familles séparées, des enfants disparus, des naufrages tragiques en Méditerranée, des violences policières ou des vies brisées par l'exil. Ces récits ne sont pas seulement des informations à rapporter, ils sont des morceaux de vies brisées, d'espoirs éteints, d'injustices visibles qui laissent une marque profonde sur ceux qui les couvrent”, affirme Imane Bellamine.

Ce travail de terrain, exposé aux drames humains, engendre souvent ce qu'on appelle la “fatigue compassionnelle”. Ce phénomène se manifeste lorsque l'exposition constante à la souffrance des autres crée un épuisement émotionnel. L'empathie envers ceux que l'on couvre finit par devenir accablante, un poids difficile à porter au quotidien. Les journalistes, qui sont parfois confrontés à des crises migratoires d'une ampleur inédite, peuvent se sentir impuissants face à la gravité des situations qu'ils documentent. La répétition de ces rencontres, jour après jour, finit par engendrer un sentiment de surcharge émotionnelle, où la frontière entre leur propre vie et les histoires qu'ils racontent devient de plus en plus floue.

Imane Bellamine, journaliste d'investigation spécialisée dans les migrations, témoigne de la difficulté de se déconnecter après avoir couvert des histoires humaines aussi intenses. "C'est un travail continu, chaque histoire que j'ai couverte était intense. Ce n'est pas facile de vivre sa vie sans y penser constamment", explique-t-elle. Au début de sa carrière, elle avoue avoir eu du mal à délimiter sa propre sphère émotionnelle. ", poursuit-elle.

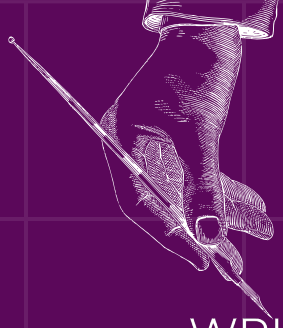
**« "Les histoires sont souvent lourdes, et il est difficile de ne pas les porter avec soi. Au départ, c'était vraiment difficile. Mais avec le temps, on apprend à se protéger, même si c'est un apprentissage qui ne rend pas les choses plus simples"»  
Imane Bellamine**

Ce témoignage reflète l'une des réalités les plus difficiles du journalisme migratoire : l'impact émotionnel sur le reporter. Bien que l'on puisse développer des mécanismes de protection pour gérer cette pression, il est presque impossible de rester totalement insensible. "Chaque histoire, même après des années, reste gravée", souligne Imane.

"Couvrir les migrations va bien au-delà d'un simple exercice journalistique : c'est un engagement à raconter des histoires, à donner une voix à ceux qui sont souvent ignorés, et à valoriser chaque parcours migratoire. C'est aussi une manière de raconter une histoire personnelle, car chacun d'entre nous a vécu ou connu une forme de migration. Lorsque l'on commence à voir les migrations comme une partie de notre propre histoire, notre manière de traiter ces sujets change, et cela touche au cœur des enjeux humains et sociétaux", conclut-t-elle.







WRITE FOR  
**RIGHTS**

WHERE WORDS PROTECT  
JUSTICE FOLLOWS

# Friedrich Ebert Stiftung

Amine Erray Samia Boufous Oussama Taia Jihane Ziyan Farah Maataoui